

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2 0 1 6

À l'attention du **Président de la République**,
du **Premier ministre**, du **ministre de l'Économie**,
de l'**Industrie et du Numérique** et du **secrétaire d'État**
chargé du numérique

avril 2017

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2 0 1 6

À l'attention du **Président de la République**,
du **Premier ministre**, du **ministre de l'Économie**,
de l'**Industrie et du Numérique** et du **secrétaire d'État**
chargé du numérique



SOMMAIRE



<i>LES MOMENTS CLÉS EN 2016</i>	4
<i>L'ÉDITO DES VICE-PRÉSIDENTS</i>	6
<i>LES GRANDS CHANTIERS DE 2016</i>	8
<i>CROISSANCE CONNECTÉE</i>	13
<i>UNIVERSITÉ: DE L'EXPLORATION À LA TRANSFORMATION</i>	19
<i>PENSER LES CRYPTO-WARS</i>	25
<i>67 MILLIONS DE DONNÉES BIOMÉTRIQUES</i>	29
<i>ÉVALUER LE COMPORTEMENT DES PLATEFORMES EN LIGNE</i>	33
<i>AUTRES CONTRIBUTIONS</i>	39
<i>EUROPE & INTERNATIONAL</i>	43
<i>À PROPOS DU CONSEIL</i>	49
<i>RÉUNIONS, RENDEZ-VOUS & INTERVENTIONS</i>	58

LES MOMENTS CLÉS EN 2016

FÉVRIER 2016

**Nomination des
nouveaux membres du
Conseil**

AVRIL 2016

**Tribune en faveur de
la fouille de texte et de
données (TDM)**

JUILLET 2016

**Remise du diagnostic
sur la numérisation des
PME et co-construction
des pistes d'action**

MARS 2016

**Saisine par le
Gouvernement sur
la transformation
numérique des PME**

MAI 2016

**Remise de la première
version du référentiel
de transformation
numérique de
l'Université**

AOÛT 2016

**Publication d'une
tribune en faveur du
chiffrement et
auto-saisine du
Conseil sur
la question**

SEPTEMBRE 2016

*Journée contributive
sur la saisine PME en
présence de Michel
Sapin et Pascal Faure*

NOVEMBRE 2016

*Autosaisine sur le
fichier tes titres électro-
niques sécurisés (TES)*

*Tribune sur
l'inclusion*

DÉCEMBRE 2016

*Saisine par le Gouver-
nement sur l'évaluation
des plateformes*

OCTOBRE 2016

*Publication d'un article
sur les métadonnées
(groupe de travail sur le
chiffrement)*

DÉCEMBRE 2016

*Remise de l'avis sur le
fichier TES*

*Remise du référentiel
de transformation
numérique de
l'Université*

DÉCEMBRE 2016

*Atelier à
l'OGP Summit*

*Conférence
franco-allemande sur le
numérique*

L'ÉDITO DES VICE- PRÉSIDENTS

L'année 2016 a marqué un tournant pour le numérique en France, comme en témoignent les nombreux sujets qui ont ponctué l'actualité médiatique et politique du CNNum. Le sujet est désormais installé dans les cercles politiques : les débats ayant entourés l'adoption de la loi pour une République numérique et la tenue à Paris du sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert en décembre 2016 y ont très largement contribué. Cela conforte le CNNum dans ses choix doctrinaux historiques et tend à révéler que la transition numérique a atteint un moment charnière : un besoin de compréhension essentiel sur l'impact du numérique sur l'économie et la société, est aujourd'hui exprimé par les pouvoirs publics, les citoyens, les consommateurs, les entreprises et les acteurs de terrain.

6

La période électorale est l'occasion d'amplifier ce mouvement. Car au-delà des enjeux d'outillage technologique, le numérique est avant tout une transformation anthropologique profonde qui nous impose de repenser nos organisations humaines et la distribution des pouvoirs au sein de notre société. Toutes les institutions et figures d'autorité sont concernées, et l'État se doit en particulier d'être exemplaire. Le passage à l'échelle est complexe car les blocages sont de taille : culturels, organisationnels, économiques. Cela implique un travail de réflexion collective, de sensibilisation, de formation, de médiation à même de transformer l'ensemble des métiers. Cela nécessite également une politique et des budgets dédiés. Cela nécessite enfin de construire une organisation plateforme, à même de recueillir l'innovation, les usages venus de l'extérieur, et d'organiser un dialogue fructueux avec son environnement.



AMAL TALEB



GUY MAMOU-MANI



SOPHIE PÈNE

Pour avancer de manière efficace, le sujet nécessite désormais un portage politique et des choix clairs. Dématérialisation, ouverture des données publiques, start-ups d'État, mécanismes de consultation, participation, co-construction... Le numérique est le moteur et l'instrument de nombreuses dynamiques de changement et de modernisation à l'œuvre au sein de la puissance publique. Il reste toutefois un problème structurel : la mise en œuvre de la transformation numérique au sein de l'État apparaît aujourd'hui morcelée. Les vocations respectives des différents services sont peu lisibles pour les citoyens, qui ne peuvent se faire une idée sur l'effectivité des actions menées. Les raisons de ce manque de vision sont multiples : difficulté à traduire une vision inspirée par le numérique dans les régimes d'organisation et d'action administratifs, réelles incompatibilités entre les traditions d'organisation, de production et de pouvoirs et des troubles induits par les télescopages, la superposition des compétences et champs d'actions, raccourcis, introduction de nouveaux acteurs...

Les enjeux de la période qui s'ouvre dépassent évidemment les sujets numériques. Pour autant, ouvrir la boîte noire de la décision publique, engager la voie vers des communs numériques, ou encore utiliser le numérique pour des services publics plus inclusifs sont des premières réponses face à la crise de confiance et de légitimité de nos institutions. Le Conseil continuera de porter ces réflexions et appelle l'ensemble des responsables politiques à se positionner sur une organisation ambitieuse du numérique d'État, pour que la France devienne un modèle à suivre. L'erreur serait de croire que le sujet n'est pas assez clivant pour être un thème de campagne, quand le numérique est au cœur de nombreux sujets clefs pour l'avenir de notre pays. Au sein de toute organisation, la transformation numérique nécessite une orientation forte de la direction, un engagement et un positionnement clair en termes de priorités.

L'année 2017 s'annonce déjà très riche pour le CNNum. La première moitié de l'année 2017 devrait ainsi voir la conclusion des travaux de la saisine PME, la publication d'un avis sur le chiffrement, l'approfondissement de la saisine sur la transformation numérique de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ou encore la publication de premiers éléments dans le cadre de la saisine sur un dispositif d'évaluation des plateformes numériques et le lancement de travaux sur l'intelligence Artificielle. Par ailleurs, le CNNum entend jouer pleinement son rôle de porte parole d'un écosystème français et européen soucieux d'assurer la préservation des droits et des libertés de chacun, et continuera de remplir son rôle auprès des pouvoirs publics.

**L'ANNÉE 2017
S'ANNONCE DÉJÀ
TRÈS RICHE POUR
LE CONSEIL**

LES GRANDS CHANTIERS DE 2016

CROISSANCE CONNECTÉE

Première saisine du nouveau collègue, ce travail a été l'occasion d'une expérimentation à grande échelle de la méthode de co-construction avec les parties prenantes. Un diagnostic réalisé à la suite d'entretiens approfondis avec des PME, d'auditions avec des experts et d'un benchmark de 14 pays a mis en exergue l'absence d'une politique publique d'envergure et le manque d'investissement public sur la transformation numérique des PME françaises. Par la suite, plus d'une centaine d'acteurs (administration centrale, acteurs territoriaux, partenaires institutionnels et économique des PME) se sont impliqués dans la construction collective de cinq recommandations opérationnelles et prioritaires pour une véritable transformation systémique de ces 3,6 millions d'entreprises.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DE L'UNIVERSITÉ

À la suite de la remise d'une première version du référentiel de transformation numérique de l'Université, le Conseil a organisé un cycle d'ateliers de co-design, afin de l'améliorer, l'amender et l'enrichir. Ce cycle a engagé plus de 200 acteurs du secteur (CDEFI, associations et tiers-secteur, enseignants-chercheurs, entreprises de la EdTech, CPU, CGE, bibliothécaires), dans le cadre d'ateliers d'une demi-journée chacun. Une nouvelle version du référentiel, ouverte à contribution, a été mise en ligne en décembre et est déjà utilisée par plusieurs établissements et par le ministère.

FICHER TES

Suite à la publication, le 30 octobre, du décret prévoyant la création d'une base de données des "Titres électroniques sécurisés" (TES), le Conseil a décidé de se saisir de sa propre initiative, tout en appelant le Gouvernement à suspendre la mise en œuvre de ce décret, afin d'examiner des alternatives tenant compte de l'état de l'art technique et respectant les droits et libertés des citoyens. Afin de contribuer à pallier l'absence de concertation sur ce sujet d'importance centrale, tant par la nature des données enregistrées que par le nombre de personnes concernées, le Conseil a organisé un débat public au travers d'une plateforme de consultation en ligne (tes.cnumerique.fr) visant à recueillir les avis et les expertises techniques et juridiques. L'avis du Conseil a été publié le 9 décembre 2016.

*R A P
P O R T
D'ACT
IVITÉ
2016*

***CROISSANCE
CONNECTÉE***

LES PME CONTRE- ATTAQUENT

Les PME représentent 99% des entreprises françaises. Assurer leur transition numérique, c'est assurer l'avenir de notre économie. Alors qu'elles sont des vecteurs majeurs de croissance, les PME ont trop souvent été oubliées, délaissées par les politiques publiques.

Redéfinir sa stratégie commerciale, s'intégrer dans des écosystèmes plus larges et accélérer ses stratégies d'internationalisation grâce au numérique : c'est tout cela la croissance connectée et nous voulons aider les PME françaises à se saisir de ces opportunités.

14



AMAL TALEB



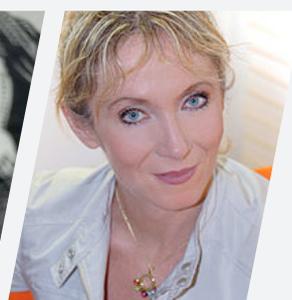
MOUNIR MAHJOUBI



VÉRONIQUE TORNER



EMMANUELLE ROUX



PATRICIA LANGRAND

Le Conseil national du numérique a été saisi sur la transformation numérique des PME le 23 mars 2016 par quatre ministres – le Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique Emmanuel Macron, le Secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, de la promotion du Tourisme et des Français de l'étranger, Matthias Fekl, la Secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'économie sociale et solidaire, Martine Pinville, et la Secrétaire d'État chargée du numérique et de l'Innovation, Axelle Lemaire.

Les travaux du CNNum ont été organisés en deux temps : une phase de diagnostic menée de mars à juillet 2016, et une phase de co-construction.

PHASE DE DIAGNOSTIC

Le Conseil a mené des auditions étendues au-delà du cercle d'experts et de représentants habituels, pour aller le plus possible à la rencontre du public ciblé : les PME. Afin de créer les conditions pour que son travail soit en phase avec les besoins et les préoccupations concrètes des acteurs concernés, le Conseil a ainsi rencontré 200 entreprises et mené des entretiens approfondis avec des dirigeants de PME. Il a également réalisé un benchmark de la situation et des politiques publiques dans 14 pays différents, avec le soutien de la Direction générale du Trésor. Cette première phase s'est conclue, lors d'un point d'étape le 27 juillet au Hub de Bpifrance, par la publication d'un diagnostic détaillé.

CO-CONSTRUCTION DE 5 PISTES D'ACTION PRIORITAIRES

Sur la base de ce travail, des groupes de travail ont été montés sur chacune des pistes identifiées comme prioritaires par le CNNum. Ils ont ensuite débattu, échangé pendant plusieurs mois afin de co-concevoir l'ensemble du dispositif. Si cette approche permettait tout d'abord de répondre à l'objectif ambitieux d'élaboration de propositions pratiques et précises fixé par le Gouvernement, il s'agissait surtout d'impliquer l'ensemble des parties prenantes, dans une démarche ouverte et transparente.

Chaque groupe de travail a été piloté par un membre du Conseil

Constituer un réseau d'ambassadeurs du numérique : **Amal Taleb**
 Mettre en place une plateforme de ressources personnalisables : **Mounir Mahjoubi**
 Développer une aide financière régionale à destination des petites entreprises : **Véronique Torner**
 Mutualiser l'accès des PME à des compétences numériques stratégiques : **Emmanuelle Roux**
 Soutenir l'e-internationalisation des entreprises : **Patricia Langrand**

AVIS FINAL ET SUITE DES TRAVAUX

L'avis final du Conseil sur la transformation numérique des PME a été voté par les membres le 7 octobre 2016 à l'unanimité. Il est complété par les recommandations détaillées issues des groupes de travail et du partenariat avec la Direction générale des entreprises et forme ainsi les bases d'un plan d'action opérationnel. Au cours de la seconde édition de la conférence numérique franco-allemande, le Ministre de l'Économie et des Finances, Michel Sapin, a ainsi annoncé la mise en oeuvre d'un nouveau plan d'accompagnement à destination des PME, issu des recommandations du CNNum.

Sur impulsion du Président de la République, le Gouvernement présentera en début d'année prochaine un plan d'accompagnement de la transition numérique de nos PME. Nous moderniserons notamment le programme Transition numérique en associant, conformément aux recommandations du CNNum, de nouveaux réseaux d'acteurs. Nous mènerons également avec les régions volontaires une action pilote relative à la mise en place de chèques numériques qui permettront de contribuer au financement de premiers projets de modernisation numérique via les fonds structurels européens.

**Michel Sapin,
le 13 décembre à Berlin**



La remise officielle et la publication définitive des préconisations du Conseil a été réalisée en présence des ministres et des vice-présidents le 8 mars 2017.

MÉTHODOLOGIE

55 AUDITIONS
D'EXPERTS

20 ENTRETIENS
APPROFONDIS
AVEC DES CHEFS
D'ENTREPRISE

14 PAYS
ANALYSÉS

14 RÉUNIONS DU
GROUPE DE
TRAVAIL

1 JOURNÉE
CONTRIBUTIVE

INTERVENTIONS

Mounir Mahjoubi "Les cracks du numérique" à Agen le 20 mai 2016

Mounir Mahjoubi au Forum des PME à l'international le 14 juin 2016

Jan Krewer à la semaine des entrepreneurs landais à Mont-de-Marsan le 22 septembre 2016

Mounir Mahjoubi à la journée numérique des experts comptables le 8 novembre 2016

Mounir Mahjoubi à l'évènement "Biznext" de La Tribune à Toulouse le 14 novembre 2016

Amal Taleb à la convention de l'association ATN+ le 16 novembre 2016

Romain Delassus à la Rencontre régionale de la transformation numérique à Orléans le 19 octobre 2016

Mounir Mahjoubi à la Commission Développement Économique de l'association "Régions de France" le 30 novembre 2016

Anne-Charlotte Cornut aux 29èmes Assises de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes à Strasbourg le 1er décembre 2016

Mounir Mahjoubi à la conférence annuelle du GRA-CO le 10 janvier 2017

*UNIVERSITÉ :
DE L'EXPLORATION À LA
TRANSFORMATION*

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DE L'UNIVERSITÉ

La transformation numérique de l'ESR accompagne une mutation profonde des façons d'apprendre, tout le temps, partout et pour tous. Elle va de pair avec l'affirmation du rôle de l'ESR dans la transformation d'une société post industrielle en une société s'appuyant sur les communs du savoir, l'économie du partage et l'apprentissage tout au long de la vie pour se réinventer.

20

Sophie Pène,
vice-présidente du CNum
et pilote du groupe de
travail sur l'ESR



Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de l'Enseignement Supérieur, Thierry Mandon a saisi le Conseil national du numérique en novembre 2015 pour initier un travail pragmatique sur la transformation numérique de l'Enseignement supérieur. La réponse à la saisine a été construite dans la période de transition du CNum 2012-2015 au CNum 2016-2019 et pilotée par Sophie Pène. Elle constitue un pont entre les visions portées respectivement par les deux collèges, l'éducation étant le socle de la transformation numérique de nos sociétés.

Les travaux sur l'Enseignement supérieur et la recherche (ESR) ont été organisés en deux temps : une phase de diagnostic, et une phase d'expérimentation et de co-construction.

UNE DÉMARCHE DE TRANSFORMATION SYSTÉMIQUE DE L'ESR

À la suite de six mois de rencontres, lectures et repérages d'initiatives inspirantes, la phase de diagnostic menée par le CNNum s'est conclue le 24 mai 2016 par la remise aux acteurs de l'ESR d'un avis intitulé "Université numérique du temps des explorateurs à la transformation", et le lancement d'une démarche contributive inspirée du design ayant pour objectif de donner aux établissements de l'Enseignement supérieur des instruments pour penser et définir leurs propres scénarios de transformation numérique.

Le CNNum a ainsi proposé aux acteurs une première version d'un référentiel de transformation numérique. Cet outil se veut à la fois :

- >> **un cadre stratégique** pour mettre en relation les transformations en cours dans les établissements et renforcer leur mise en cohérence
- >> **un outil d'aide à la conception et l'outillage** de scénario de transformation numérique
- >> **un outil de dialogue** entre les établissements, les administrations centrales mais également les EdTech, le secteur de l'éducation populaire, les collectivités territoriales...

UNE DOUBLE EXPÉRIMENTATION AUTOUR DU RÉFÉRENTIEL

Afin de tester cette nouvelle démarche et permettre l'enrichissement et l'appropriation du référentiel, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche et le Conseil national du numérique ont lancé une double expérimentation le 2 septembre 2016.

D'une part, le ministère et le CGI ont lancé l'appel à projet "DUNE - Développement d'universités numériques expérimentales" pour accélérer le développement de projets à fort potentiel portés par des établissements "pionniers" autour des cinq polarités du référentiel: les lieux d'apprentissage, les contenus pédagogiques et les données, la recherche sur l'éducation, les services numériques et les modèles économiques. Ces tests « grandeur nature » serviront de démonstrateurs et aideront à bâtir, en connaissance de cause, la stratégie numérique que portera, prioritairement, le PIA3. Les résultats de l'appel à projet ont été dévoilés le 14 décembre 2016.

D'autre part, un cycle d'ateliers de design participatif a été initié autour du référentiel. Le référentiel ayant vocation à devenir un outil commun ouvert, utilisé et enrichi par tous, un cycle d'ateliers a été organisé pour faciliter son appropriation et enrichir la première version. Neuf ateliers ont été organisés entre octobre et décembre 2016 avec la Conférence des présidents d'université, la Conférence des grandes écoles, la Conférence des écoles françaises d'ingénieurs, les acteurs de l'enseignement et de la recherche, de l'EdTech et du tiers secteur.

ATELIERS DE DESIGN PARTICIPATIF

Au-delà du travail d'enrichissement du référentiel, le cycle d'ateliers cherchait surtout à susciter de nouveaux types d'interactions entre le ministère, porteur d'une vision de la transformation de l'ESR au niveau national, et les établissements, qui définissent et conduisent de manière autonome leurs parcours de transformation.

Une nouvelle version du référentiel, enrichie grâce aux ateliers, a été mise en ligne et ouverte à contributions. Elle propose une double lecture à la fois opérationnelle (par polarité d'action) et stratégique (par valeur sur laquelle un établissement ou un site souhaite positionner sa stratégie).

LE RÉFÉRENTIEL, UN OUTIL VIVANT ET ÉVOLUTIF

UNE FONCTIONNALITÉ DE CROWDSOURCING

Le site permettra en effet de proposer des modifications, des ajouts, et des illustrations. Cet outil a pour vocation de faire vivre le référentiel et de le rendre toujours plus lisible, à travers le crowdsourcing d'expériences illustrant les actions, faits et valeurs qu'il liste.

LA MISE À DISPOSITION D'UN KIT D'ATELIER DO IT YOURSELF

La dynamique d'appropriation du référentiel a vocation à se poursuivre à travers l'outil de mise en ligne, mais également à travers l'organisation de nouveaux ateliers de design participatif. Pour aider ceux qui souhaitent mettre en place de tels ateliers, le CNNum met à disposition un kit d'atelier "Do It Yourself" composé d'une plaquette de présentation de la démarche pas à pas, d'un guide méthodologique et supports d'animation des ateliers.

DEUX PISTES DE TRAVAIL POUR 2017

LA CONDUITE DE LA TRANSFORMATION

Le cycle d'ateliers a fait émerger de nombreuses interrogations sur la conduite du changement et de la transformation numérique. Ces interrogations sont récurrentes. Ainsi, lors de nombreuses saisines, le Conseil a mis en lumière la nécessité, pour toutes les organisations - PME, administrations, associations... d'entreprendre une transformation profonde de leur gouvernance pour parvenir à mener à bien leur transformation numérique. Le Conseil a donc entamé un travail de réflexion sur ces sujets, de manière isolée et détachée des travaux sur l'enseignement supérieur. Ces résultats et les expérimentations qui éventuellement en découleront, pourront pendant être très certainement utiles à l'Université.

LES DONNÉES ÉDUCATIVES

Les ateliers ont également mis en évidence le manque de vision globale sur les données éducatives dans les stratégies de l'Enseignement supérieur. Afin d'apporter un éclairage sur ces questions, le Conseil national du numérique s'est engagé depuis novembre dans un travail de rencontres d'experts afin de mener des auditions sur le sujet.

INTERVENTIONS

Sophie Pène, Colloque de l'Unesco "Stratégies numériques dans l'Enseignement supérieur", le 13 octobre 2016 à Paris ; Conférence RUE Réseau Universités Entreprises EdTech "comment la France va rattraper son retard, le 27 mars 2016" ; "Big data et emploi, enjeux pour l'ESR", Université Technologique de Compiègne, le 19 mars 2016 ; Table-ronde lors des états généraux du numérique sur "La révolution numérique va-t-elle nous ubériser", le 16 mars 2016 ; Futur en Seine Table ronde, "reconfiguration de la Filière Education face à l'émergence de l'EdTech, le 15 juin 2016 ; Colloque Travail en transition , MENESR, Responsabilité de l'ESR, réaction, adaptation et anticipation, le 27 mars 2016 ; Fête de l'Humanité, Révolution numérique, Quels Bouleversement dans la santé, le 11 septembre 2016 ; Table ronde lors du France Digitale Day 2016 sur "Future of Education", le 29 septembre 2016 ; Collège des Bernardins, Apprendre et enseigner à l'ère numérique, le 6 octobre 2016 ; Table ronde lors du colloque à l'IEP de Paris : "la pédagogie hors les murs : organiser des savoirs sur le web et sur le terrain", le 17 octobre 2016 ; Colloque CPU "Comment apprend-on ?", le 11 novembre 2016 ; Intervention lors des Journées nationales de l'innovation Pédagogique dans l'enseignement supérieur, le 27 mars 2016 ; Intervention à la conférence de la MiPNES sur "Les instances nationales de réflexion et de proposition sur le numérique, pour la métamorphose numérique de l'université", le 13 octobre 2016

Emmanuelle Roux et Françoise Mercadal-Delasalles, Séminaire numérique de la CPU, le 30 novembre 2016 à Caen

Véronique Torner, Table ronde DGS : "Penser sa stratégie numérique", le 22 novembre 2016 à Paris

Célia Zolynski, Conférence « Numérique + empowerment », conférence présentée à l'Université de Montréal pour la Chaire L.R. Wilson , 9 décembre 2016

PRESSE

EducPros, Transformation numérique : écoles et universités en mode agile (déc. 2016)

Libération, Interview croisée de Thierry Mandon et Mounir Mahjoubi, Transformation numérique : l'important c'est que les universités se mettent en mouvement (septembre 2016)

La Tribune, Transformation numérique : l'université est encore loin du compte (mai 2016)

Usine Digitale, L'enseignement supérieur a besoin d'un CDO et d'une nouvelle pédagogie (mai 2016)

***PENSER LES
CRYPTO-WARS***

LE CHIFFREMENT DES DONNÉES

Les évolutions des usages technologiques, l'augmentation des capacités de calcul, les progrès de l'intelligence artificielle et du deep learning associés à la baisse continue des coûts de stockage des données contribuent à rendre la surveillance de masse de moins en moins onéreuse. La responsabilité est historique : le chiffrement – et les libertés fondamentales dont il permet l'exercice – constitue un rempart contre l'arbitraire des États. Il nous protège aussi contre le contrôle croissant des acteurs économiques sur nos vies.

26

Nous vivons une période de troubles et d'incertitudes. La tentation peut être forte de privilégier notre désir de sécurité au détriment des autres fondements de notre société. Plutôt qu'un empilement de mesures, parfois prises dans l'urgence et sous le coup de l'émotion, l'ampleur de ces transformations devrait nous imposer une réflexion globale et collective. Il en va ainsi de la résilience de nos sociétés.

Rand Hindi,
pilote du groupe de travail
sur le chiffrement



Le Conseil national du numérique s'est saisi à la rentrée 2016 de la question du chiffrement des données dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Cette saisine fait suite aux annonces estivales du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve et de son homologue allemand, Thomas de Maizière, en faveur d'une initiative européenne visant à limiter le chiffrement.

Plusieurs membres du Conseil et experts extérieurs (dont Isabelle FALQUE-PIERROTIN — Présidente de la CNIL, Gilles BABINET — Digital Champion de la France auprès de l'Union européenne et Tristan NITOT — Fondateur de Mozilla Europe et Chief Product Officer de Cozy Cloud) se sont exprimés en faveur du chiffrement dans une tribune publiée dans "Le Monde" le 22 août 2016. Il s'agissait alors d'alerter le Gouvernement français sur les conséquences graves et non anticipées d'une limitation du chiffrement ou d'une généralisation des portes dérobées (*backdoors*). De telles mesures auraient pour conséquence d'affaiblir la sécurité des systèmes d'information dans leur ensemble en ouvrant des failles de sécurité utilisables par tous, à des fins légitimes ou mal-intentionnées. De plus, elles auraient "une efficacité toute relative sur l'infime minorité d'utilisateurs ciblés".

Afin d'apporter à ce débat un éclairage à la hauteur des enjeux liés au chiffrement, le Conseil rendra prochainement un avis motivé sur ce sujet. Dans le cadre de ses travaux, il publie des articles d'approfondissement pour éclairer les différents enjeux du débat. Le premier article concerne les métadonnées et leur utilisation dans des dispositifs prédictifs. Le second article est centré sur le principe de la protection des données dès la conception.

CHRONOLOGIE

Publication d'une tribune "Chiffrement et lutte contre le terrorisme : attention à ne pas se tromper de cible" dans Le Monde et autosaisine du Conseil (août 2016)

Publication d'un article sur Medium : "Les métadonnées : Surveiller et Prédire" (octobre 2016)

Organisation d'une chiffréfête franco-allemande le 13 décembre 2016 en marge de la conférence franco-allemande sur le numérique, en collaboration avec le Think Tank iRights. Lab et le Comité consultatif "Jeunes entreprises du numérique" (BJDW)

Intervention de Yann Bonnet au Colloque "Chiffrement, sécurité et libertés" (novembre 2016)

Publication d'un article sur Medium : "Vie Privée, Design & Dilemmes Impossibles" (février 2017)

67
MILLIONS
DE DONNÉES
BIOMÉTRIQUES

AVIS DU CONSEIL SUR LE FICHIER TES

Dans un monde numérique, c'est le code qui fait la loi : l'existence du fichier TES suscitera très probablement, dans les années qui viennent, des dérives pouvant aller jusqu'à l'identification systématique ou massive de la population via la reconnaissance faciale ou la reconnaissance d'image, à des fins policières ou même administratives.

30

Yann Bonnet,
secrétaire général
du Conseil



CHRONOLOGIE

Publication d'un communiqué de presse annonçant l'auto-saisine du Conseil (7 novembre 2016)

Lancement d'une plateforme de consultation (tes.cnnumerique.fr) le 8 novembre 2016.

Auditions d'experts (novembre-décembre)

Publication de l'avis du CNum sur le fichier TES (décembre 2016)

Publication d'un communiqué de presse réaffirmant les préoccupations du Conseil le 8 février 2017 suite à la remise du rapport d'audit de l'ANSSI et la DINSIC

Le 30 octobre, le Gouvernement a publié un décret prévoyant la création d'une base de données des "Titres électroniques sécurisés" (TES), présenté avec un double objectif de lutte contre la fraude documentaire et de gestion simplifiée des titres. Une telle base de données contiendrait notamment des données sur l'état civil des personnes, sur leurs signes physiques distinctifs ainsi que des données biométriques. Elle devrait concerner à terme près de 60 millions de Français.

Le 7 novembre 2016, le Conseil a décidé de s'autosaisir tout en appelant le Gouvernement à suspendre la mise en œuvre de ce décret afin d'examiner des alternatives tenant compte de l'état de l'art technique et respectant les droits et libertés des citoyens. Afin de contribuer à pallier l'absence de concertation sur ce sujet d'importance centrale, tant par la nature des données enregistrées que du nombre de personnes concernées, le Conseil a organisé un débat public au travers d'une plateforme de consultation en ligne (tes.cnumerique.fr), afin de recueillir les avis et les expertises techniques et juridiques.

Depuis l'autosaisine du Conseil, le Gouvernement a ouvert un dialogue utile avec le Parlement et la société civile et a confié à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) et la Direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC) le soin de procéder à une mission d'expertise conjointe sur la sécurité du système et des procédures dont le Conseil salue la pertinence et l'utilité du travail, effectué dans des délais contraints.

SYNTHÈSE DE L'AVIS

La base TES a été créée pour les passeports il y a plus de 8 ans. Son élargissement aux cartes d'identité mériterait une remise à plat pour tenir compte des nouveaux principes européens de protection de la vie privée, ainsi que des nouveaux standards technologiques de sécurisation des données biométriques.

Dans son avis, le Conseil s'interroge sur la nécessité de stocker de manière centralisée des informations aussi sensibles. Sur la base des éléments mis à sa disposition ou rendus disponibles publiquement, il n'a pas été en mesure de confirmer la nécessité de stocker de manière centralisée des données biométriques pour atteindre les finalités avancées. Par ailleurs les gains attendus en termes d'efficacité, de simplification et de lutte contre la fraude documentaire ne découlent pas, pour l'essentiel, de la fusion de ces deux bases. Au contraire, des risques considérables d'abus, de vol ou de détournement de finalité peuvent directement découler de la création de ce fichier.

Plus largement, le cas TES est symptomatique d'une difficulté plus structurelle : l'État et ses organes doivent poursuivre leur adaptation afin de prendre les meilleures décisions technologiques possibles au regard, notamment, de leurs implications politiques, économiques et sociétales. Au-delà des questions spécifiques au fichier TES, le Conseil a conclu qu'il y a urgence à instaurer une nouvelle gouvernance des choix technologiques au sein de l'État.

URGENCE À INSTAURER UNE NOUVELLE GOUVERNANCE DES CHOIX TECHNOLOGIQUES DE L'ÉTAT

RECOMMANDATIONS

1. Suspandre l'application du décret et les expérimentations en cours, jusqu'à la tenue d'un débat contradictoire public sur la base d'objectifs clairs et d'architectures techniques alternatives.

À cette fin, rendre publique une analyse justifiant le choix établi et mettre en œuvre une procédure de consultation de la communauté scientifique et technologique pour procéder à une analyse des solutions en présence.

2. Initier un débat sur les sujets de l'identité administrative et de l'identité en ligne.

L'objectif de ce débat est de porter une réflexion globale sur les facettes de l'identité à l'ère numérique (rôles respectifs et articulation entre FranceConnect, chaîne de traitement des passeports et de la CNI, identités numériques publiques et privées), qui prenne en compte la généralisation des smartphones et l'état de l'art en matière d'architectures. Le Conseil appelle par ailleurs le gouvernement à encourager la recherche publique sur les sujets de l'identité numérique de la biométrie et des moyens de sa sécurisation.

3. Poursuivre l'adaptation du modèle public de gouvernance des choix technologiques dans la mesure où ces décisions majeures vont se multiplier dans les prochaines années.

Édicter rapidement un cadre général constitué de normes et de bonnes pratiques communes aux administrations et s'appliquant à tout projet numérique susceptible d'avoir un impact significatif sur leurs publics. Ce cadre pourrait prévoir que tout choix technologique important fasse préalablement l'objet d'une étude d'impact approfondie expliquant les choix effectués (sur le modèle de l'analyse d'impact relative à la protection des données imposée par le Règlement général pour la protection des données).

Étendre la logique d'État Plateforme en ouvrant le processus de décision publique. L'instruction de tout projet technologique susceptible d'affecter significativement tout ou partie importante de la population devrait nécessairement être discuté, corrigé, amendé en s'appuyant non seulement sur les institutions de référence et les ministères concernés, mais aussi sur l'intelligence collective, les experts et les acteurs du monde académique.

Renforcer le rôle de la CNIL, la DINSIC et l'ANSSI pour en faire des acteurs de premier plan dans cette transformation.

*ÉVALUER LE
COMPORTEMENT
DES PLATEFORMES
EN LIGNE*

LA LOYAUTÉ DES PLATEFORMES

Les plateformes sont au cœur de l'économie et de la société qui se dessinent. Ce sont des espaces de vie avec des fonctionnements propres, qui impactent nos manières de s'informer, d'apprendre, de circuler, etc. A bien des égards, elles traversent nos politiques publiques et à ce titre, il faut qu'on puisse se doter d'espaces et d'outils pour observer, comprendre et comparer de manière plus fine leur fonctionnement, et ainsi pouvoir le questionner.



Marc Tessier,
pilote du groupe
de travail

34

LA SAISINE

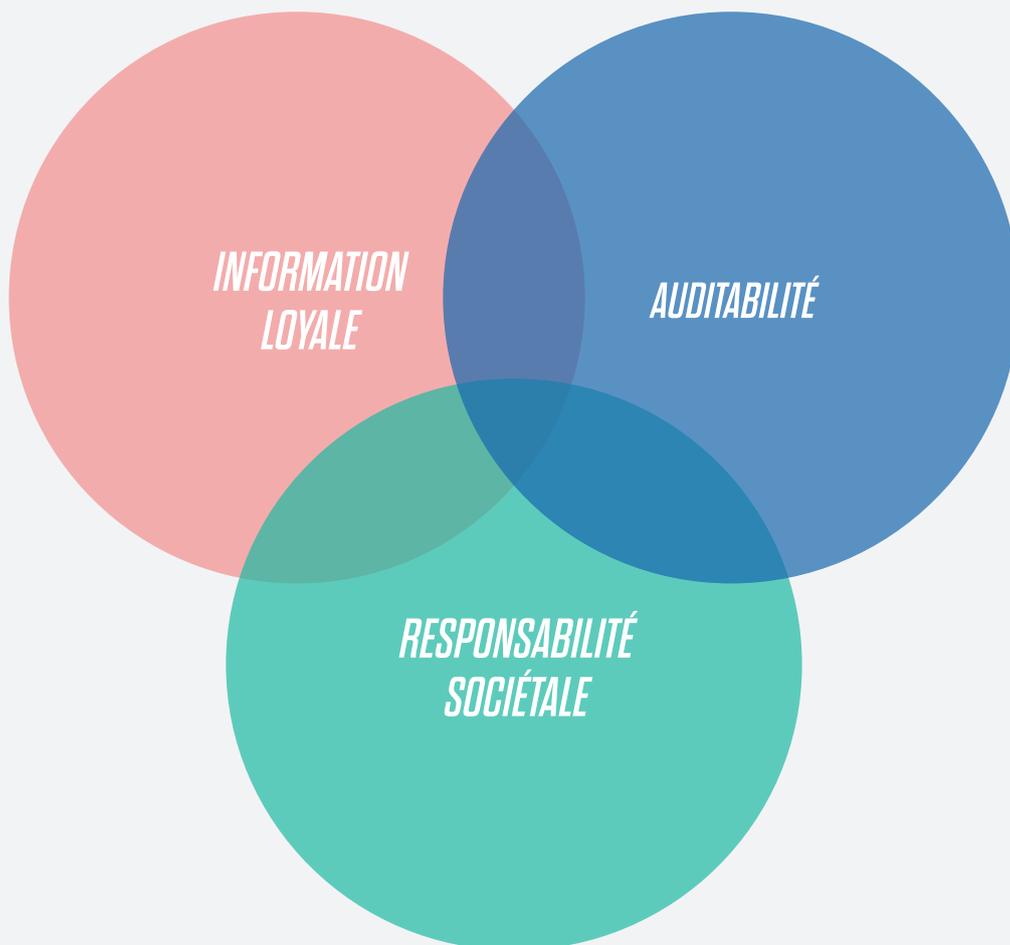
Le 8 décembre 2016, la Secrétaire d'État chargée du Numérique et de l'Innovation a saisi le Conseil national du numérique pour approfondir ses recommandations — débattues dans le cadre des travaux législatifs autour de la loi pour une République numérique — invitant à développer une évaluation publique et transparente des pratiques des plateformes numériques, appuyée sur un réseau ouvert de contributeurs. Ces travaux pourront notamment alimenter la réflexion engagée au niveau européen.

Ces travaux sont conduits en étroite coopération avec l'initiative TransAlgo, portée par l'Inria et l'Institut Mines-Télécom. TransAlgo vise notamment à développer l'évaluation de la responsabilité et la transparence des systèmes algorithmique.

FÉDÉRER LES EXPERTISES

Il existe de nombreuses initiatives dédiées à l'information sur les pratiques et tendances observées dans les écosystèmes numériques qui se spécialisent sur certains aspects tels que la vie privée. Toutefois l'expertise demeure "éclatée" entre domaines juridiques (vie privée, fiscalité, concurrence...), domaines techniques (systèmes d'exploitation, référencement, navigation, interfaces de programmation, interfaces web) et publics concernés (particuliers, associations de consommateurs, communautés technophiles, entreprises intermédiaires, éditeurs d'applications, etc.) qui craignent pour certains de s'exprimer ouvertement.

Le Conseil se penche sur les pratiques des plateformes dans leurs rapports avec les individus et aux collectivités, par exemple en termes de lisibilité des conditions d'utilisation, de référencement des informations, de protection de la vie privée, d'accès aux ressources et de redistribution de la valeur créée.



HISTORIQUE DES TRAVAUX

2001

L'OCDE s'interroge sur la concurrence à l'heure des intermédiaires numériques.

2013

Avis du CNNum sur la neutralité du net et sur la fiscalité du numérique

2014

Avis du CNNum sur les écosystèmes de plateforme proposant une évaluation de ces acteurs.

2009

La Commission EU ouvre une enquête pour abus de position dominante concernant Google shopping.

2013

L'affaire Snowden entraîne une prise de conscience des liens entre les grands acteurs du numérique et le gouvernement américain.

2014

Etude du Conseil d'Etat sur le numérique et les droits fondamentaux proposant une nouvelle catégorie juridique pour les plateformes

2015

**Rapport du CNNum
"Ambition numérique"**
approfondissant le
principe de loyauté.

2016

Le terme d'ubérisation
se généralise face à
l'essor de l'économie
dite collaborative.

fin 2016

Le rôle des
plateformes vis-à-vis
de la manipulation de
l'information et de la
viralité des fausses
informations est ques-
tionné à la suite des
élections US.

2016

L'article 49 de la loi
pour une République
numérique consacre
l'obligation de loyauté
des plateformes vis-à-
vis des consommateurs.

2016

La Commission
européenne rend ses
premières conclu-
sions sur la régula-
tion des plateformes
numériques.

décembre 2016

Le gouvernement saisit
le CNNum pour appro-
fondir sa proposition
sur l'évaluation des
plateformes.

***AUTRES
CONTRIBUTIONS***

PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT

Le 8 décembre 2016, le Conseil national du numérique a participé au sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert qui s'est déroulé à Paris du 7 au 9 décembre 2016.

Ce partenariat multilatéral regroupant 75 pays vise à promouvoir un gouvernement ouvert, à savoir la transparence de l'action publique et son ouverture à de nouvelles formes de concertation et de collaboration avec la société civile, en faisant notamment levier sur le numérique et les nouvelles technologies.

Fort de ses expériences sur les plateformes de consultation citoyenne et sur la co-construction de politiques publiques, le Secrétariat général du Conseil, à travers Yann Bonnet, Secrétaire Général, Anne-Charlotte Cornut, Marylou Le Roy et Ruben Narzul, rapporteurs, a animé un workshop en anglais sur les bonnes pratiques et les challenges communs du design des politiques publiques.

Le workshop a rassemblé près de 40 participants de différentes nationalités : des acteurs de la société civile, de la recherche, des pouvoirs publics et des entreprises pour échanger sur la construction collaborative des politiques publiques. Cet atelier avait pour objectif de s'interroger de manière concrète sur les conditions de réussite des consultations citoyennes en ligne autour de la représentativité des citoyens et de leurs incitations à contribuer ainsi que de la transformation du travail politique et administratif induit par ces plateformes. Introduit par Yann Bonnet, l'atelier a permis de faire connaître le Conseil à un public international. Il a également été l'occasion de découvrir l'action du gouvernement estonien en faveur de la participation citoyenne à travers un discours de Liis Kasemets, Governance Adviser, Strategy Unit, Government Office. Les participants ont ensuite réfléchi sur trois persona fictifs n'ayant jamais participé à une consultation citoyenne en ligne afin de trouver des solutions pour les encourager à contribuer. L'événement a été clos par Clément Mabi, maître de conférence à l'Université de Technologie de Compiègne (UTC) et chercheur spécialisé dans les questions d'engagement citoyen.

Open
Government
Partnership



ATELIERS SUR L'INCLUSION NUMÉRIQUE

Face à la multiplication des alertes sur les difficultés croissantes d'accès aux droits liées à la dématérialisation des démarches administratives, plusieurs membres du CNNum ont tenu à lancer un appel à ne pas laisser l'administration numérique accélérer l'exclusion sociale. Une tribune a ainsi été publiée à l'occasion des 4^e assises nationales de la médiation numérique et des annonces de la Secrétaire d'Etat chargé du Numérique et de l'Innovation.

Dans la ligne de la vision portée depuis son rapport Citoyens d'une société numérique, le CNNum s'est notamment exprimé sur le nécessaire maintien d'une alternative humaine effective pour l'accès aux droits dont dépendent les plus précaires.

Cet appel a été précédé par la tenue d'un atelier contributif "Erreur 404 - vers une e-administration au design inclusif, au delà des interfaces" durant la semaine de l'innovation publique organisée par le SGMAP, animé par, Judith Herzog, Camille Hartmann, Anne-Charlotte Cornut et Ruben Narzul. Celui-ci a permis de recueillir les retours d'expériences et les idées d'experts issus de réseaux de médiation numérique et sociale et de services publics pour alimenter un bilan des actions menées en faveur de l'inclusion sociale à l'ère numérique, un an après la publication de la stratégie numérique du gouvernement.



*EUROPE &
INTERNATIONAL*

SECONDE ÉDITION DE LA CONFÉRENCE FRANCO-ALLEMANDE SUR LE NUMÉRIQUE

Le mardi 13 décembre s'est tenue la seconde édition de la conférence franco-allemande sur le numérique à Berlin, présidée par le Président de la République François Hollande et la Chancelière fédérale allemande, Angela Merkel. Au cours de la première édition en 2015, le Conseil national du numérique (CNNum) avait élaboré conjointement avec son homologue allemand, le Comité consultatif "Jeunes entreprises du numérique" (BJDW), un plan d'action franco-allemand "Agir pour l'Innovation" (API), afin de nourrir les réflexions des deux gouvernements sur le soutien à l'innovation et à la transformation numérique en Europe.





Les deux conseils souhaitent rappeler et compléter les deux priorités qui avaient été exprimées en 2015 : **répondre à l'impératif d'internationalisation et de compétitivité des entreprises européennes et faire en sorte que tous les acteurs aient les moyens de jouer à armes égales.** Le CNum et le BJDW ont également souhaité affirmer l'importance du développement de programmes ambitieux de soutien à la transformation des PME comme de l'industrie, afin que l'ensemble des tissus économiques français et allemands profite des opportunités que peut apporter le numérique.

45

Les premiers succès des politiques de soutien à l'innovation et aux start-ups ne doivent pas éclipser les autres défis posés par la numérisation de notre économie. Cette transformation doit se faire au profit de tous. Il est donc essentiel que la coopération franco-allemande intègre les enjeux d'équité fiscale, de transformation du travail par l'automatisation ou l'intelligence artificielle, ou encore de droit et libertés que soulève le numérique.

Mounir Mahjoubi,
ancien président du CNum

UNE EUROPE NUMÉRIQUE COMMUNE

CHIFFREMENT

Soutien au développement industriel du chiffrement ainsi qu'à l'appropriation massive de son usage dans nos sociétés et nos économies. Un droit au chiffrement devrait être créé et garanti au niveau européen.

JUSTICE FISCALE

Engagement pour l'harmonisation des règles fiscales en Europe et du principe selon lequel les profits doivent être taxés là où ils sont générés. L'introduction d'un reporting public pays par pays devrait être soutenu à court terme.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Financement d'un programme de recherche pluridisciplinaire sur l'intelligence artificielle, afin de soutenir le développement d'applications basées sur l'intelligence artificielle ainsi que la création d'une pensée européenne sur ses effets sur la société, l'emploi et l'économie en Europe.

USAGE DES DONNÉES

Création d'un groupe de travail franco-allemand composé d'une pluralité de représentants d'intérêts politiques, sociaux et économiques, sur la définition d'un cadre juridique unique basé sur des faisceaux de droits pour l'usage des données non-personnelles en Europe.

INTERNATIONALISATION

Mise en place de programmes d'accueil réciproques à destination des startups, comprenant notamment la mise à disposition d'espaces de coworking, de services juridiques, de parcours simplifiés pour les procédures administratives ou encore de services de traduction.

COLLABORATION

Développement et mise en réseau de pôles numériques orientés vers l'accompagnement des entreprises dans des domaines clés tels que le développement de services numériques, de l'Industrie du Futur et de l'internet des objets ainsi que la mise en relation des startups avec l'ensemble du tissu économique.

INTERVENTIONS À L'INTERNATIONAL

Au cours de l'année 2016, le CNNum a été sollicité pour participer à plusieurs rendez-vous internationaux.

Parmi les contributions du CNNum à l'international :

ONU, Astana Economic Forum, intervention de Yann Bonnet sur l'inclusion numérique, Kazakhstan, mai 2016

Ambassade de France à Londres, Intervention au FR/UK Workshop 'Digital Government', mai 2016

OCDE, Réunion ministérielle de l'OCDE sur l'économie numérique, intervention de Yann Bonnet sur la transformation technologique et les grands enjeux de régulations dans l'environnement numérique, Mexique, juin 2016

Forum +33/49, interventions de Mounir Mahjoubi, Amal Taleb et Daniel Kaplan dans le cadre de la rencontre inaugurale du forum franco-allemand de la transition numérique, Allemagne, juillet 2016

3rd International Conference on Internet Science INSCI 2016, intervention de Daniel Kaplan dans le cadre du workshop "How can Openness and Collaboration Enhance Internet Policy-Making?", Italie, septembre 2016

Readie, intervention de Mounir Mahjoubi dans le cadre du panel "The robot ate my homework: bringing digital skills into the 21st century", Allemagne, octobre 2016

Banque mondiale-AFD, 10ème Semaine économique de la Méditerranée, intervention de Yann Bonnet sur "Numérique et développement : quelle mise en œuvre ?", Marseille, novembre 2016

Parlement européen, intervention de Yann Bonnet sur la responsabilité et la transparence des algorithmes dans le cadre du marché unique du numérique, Bruxelles, novembre 2016

Internet Governance Forum, participation de Jan Krewer et Charly Berthet aux discussions de la 11ème édition, Mexique, décembre 2016

Sommet franco-allemand, interventions de Mounir Mahjoubi et Marie Ekeland dans le cadre de la Conférence franco-allemande sur le numérique, Allemagne, décembre 2016

*À PROPOS
DU CONSEIL*

LE CONSEIL NATIONAL DU NUMÉRIQUE

50

Créé par un décret du 29 avril 2011, le Conseil national du numérique (CNNum) est une commission consultative indépendante dont les missions ont été redéfinies et étendues par le Président de la République le 13 décembre 2012. Le Conseil a pour mission de formuler de manière indépendante et de rendre publics des avis et des recommandations sur toute question relative à l'impact du numérique sur la société et sur l'économie. À cette fin, il organise des concertations régulières, au niveau national et territorial, avec les élus, la société civile et le monde économique. Il peut être consulté par le Gouvernement sur tout projet de disposition législative ou réglementaire dans le domaine du numérique.

Renouvelée en 2016, la composition du Conseil comprend une formation plénière et une formation élargie dont la parité est assurée. Les 30 membres de sa formation plénière sont nommés pour trois ans, *intuitu personae* et bénévolement. Ils proviennent d'horizons multiples : recherche, enseignement, milieu de entreprises publiques et privées, société civile. La formation élargie du Conseil comprend neuf membres supplémentaires nommés au titre des deux assemblées et des collectivités territoriales.

Le budget du Conseil national du numérique est public. Il est fixé par l'intermédiaire du Secrétariat général des Ministères économiques et financiers. La dotation globale de fonctionnement pour l'année 2016 est de 90 087 euros. Ces informations budgétaires sont disponibles sur le site du Conseil : <http://www.cnnumerique.fr/budget/>.

ORGANISATION DU CNNUM

LE BUREAU

Composé du Président et des quatre Vice-présidents, le Bureau est l'instance de pilotage des actions du Conseil, aux fins d'organiser la vie quotidienne du Conseil. À ce titre, il se réunit de façon hebdomadaire en présence du Secrétariat général. Si cela est nécessaire, le Président peut inviter d'autres membres à y participer, afin qu'ils présentent un projet ou mettent à jour le bureau sur l'activité d'un groupe de travail ou d'un projet.

Le Bureau définit les priorités qui seront abordées, avec l'ensemble des membres, lors de la réunion plénière mensuelle. Il donne, également, les grandes orientations à suivre pour les travaux présents et futurs du Conseil. La veille de l'actualité est centrale, puisqu'elle permet au Bureau de prendre position et, éventuellement, de définir les actions à mettre en oeuvre dans le cadre des missions dédiées au Conseil. Il est aussi en charge de représenter activement le Conseil auprès des parties prenantes, de l'administration, et des décideurs publics (cabinets ministériels, élus, etc.).

FORMATION PLÉNIÈRE

La formation plénière est l'enceinte décisionnelle du Conseil : elle est chargée de voter et d'arrêter les décisions de manière collégiale. Une réunion plénière est tenue une fois par mois, habituellement le premier vendredi du mois. Elle s'organise en deux à trois temps :

- >> Un premier temps consacré à l'actualité du CNNum : les derniers événements, auditions, demandes et projets de saisine. Le Secrétariat général peut également présenter une actualité plus générale concernant le numérique ;
- >> Un deuxième temps dédié à la discussion de fond sur les saisines en cours : les membres pilotes d'une saisine présentent un point d'avancement, et le cas échéant, le Conseil délibère puis vote un rapport et/ou un avis ;

Les réunions plénières sont aussi l'occasion de consacrer un temps d'échange avec une personnalité extérieure. En 2016, le Conseil a ainsi accueilli des membres de la CNIL et le Secrétaire d'État chargé de l'Enseignement Supérieur et de la recherche.

Au quotidien, les membres communiquent par voie électronique sur les différents sujets d'actualité, les saisines, et les actions à engager.

FORMATION ÉLARGIE

La formation élargie comprend les 30 membres de la formation plénière ainsi que les 9 membres nommés au titre des assemblées et des collectivités territoriales.

Elle se réunit au moins une fois par an, en présence du Secrétariat général, afin de définir le programme de travail du Conseil. Elle permet de diversifier les sujets de travail et de faire le lien entre l'action du Conseil national du numérique et les collectivités. Leur connaissance des écosystèmes locaux permet aussi au Conseil de faire remonter et mettre en lumière des initiatives et expérimentations locales.

SECRETARIAT GÉNÉRAL

Le Secrétariat général est l'équipe permanente du Conseil. Composé d'un Secrétaire général, d'un Rapporteur général, d'une équipe de rapporteurs, d'une responsable communication et d'une assistante de direction, il assiste à l'ensemble des réunions (bureau, plénière).

Le Secrétariat général fournit ses moyens au Conseil. Il assure plusieurs missions :

>> Le cadrage des saisines : lorsque le Conseil est saisi d'un sujet, le Secrétariat général réalise un travail préparatoire des saisines. Cela passe par des recherches documentaires, des comparaisons internationales, des rapports d'étonnement, qui permettent par la suite aux groupes de travail de délimiter le périmètre d'une saisine et d'en définir les étapes ;

>> L'accompagnement des groupes de travail : l'équipe du Secrétariat général assure la coordination du travail des groupes en organisant les réunions contributives (logistique, achats, relations avec les prestataires), rédigeant les comptes rendus, et proposant des actions. Il est en contact permanent avec les membres et s'attache à offrir aux membres un cadre de travail efficace, favorable au travail collaboratif et à l'enrichissement mutuel ;

>> La rédaction des rapports, avis, et décisions : en collaboration avec les membres des groupes de travail, le Secrétariat général contribue au travail rédactionnel des rapports, avis et décisions, et produit des documents de communication et des contenus sur le site et les réseaux sociaux ;

>> Le travail de veille et de prospective : au quotidien, le Secrétariat général assure un travail de veille et de prospective sur tous les sujets ayant trait au numérique (veille presse, institutionnelle, législative, etc.). Cela permet aux membres du Conseil d'être alertés quotidiennement et de déterminer la pertinence de certaines actions (réactions par communiqué de presse, rendez-vous, création d'un groupe de travail ad hoc, etc.).

COMMUNICATION ET ANIMATION DU RÉSEAU

L'animation du réseau élargi du Conseil national du numérique s'appuie en partie sur des outils de communication en ligne classiques :

>> Le site internet : il contient l'ensemble des documents publiés par le Conseil (avis, rapports, décisions, communiqués de presse), ainsi que des pages spécifiques aux différentes saisines du Conseil, invitant l'ensemble des parties prenantes à contribuer aux concertations ;

>> **Les réseaux sociaux** : le Conseil s'attache à une transparence maximale autour de ses activités – groupes de travail, réunions contributives, etc. – et anime des comptes Twitter, Facebook, Medium, LinkedIn, Flickr et Dailymotion afin de porter ses messages ;

>> **L'animation de l'écosystème numérique français** : les membres du Conseil et en particulier son président participent régulièrement à des événements et des rencontres relatives au numérique, en France mais aussi à l'étranger, afin de porter les messages et recommandations produits dans les avis du Conseil. Les membres du Conseil sont par ailleurs régulièrement sollicités pour leur expertise sur tel ou tel enjeu ; le Secrétariat général peut les assister dans l'élaboration d'éléments de langage, de notes techniques, ou l'organisation d'actions de communication ad hoc.

LES GROUPES DE TRAVAIL

MÉTHODOLOGIE

Dans le cadre de chaque saisine ministérielle ou auto-saisine, un groupe de travail est constitué. Il est composé d'un groupe de cinq à quinze membres et soutenu par une équipe du Secrétariat général. À l'intérieur des groupes de travail, un membre du Conseil est désigné "membre pilote". Il est en charge de structurer et coordonner ladite saisine.

Le groupe de travail se réunit le plus régulièrement possible. Les réunions permettent de cadrer le périmètre de la saisine, d'arrêter le calendrier, de déterminer la méthodologie de consultation de l'écosystème (auditions, journées contributives, hackathons, participation à des événements), de décider des sujets prioritaires à porter et d'organiser la rédaction des recommandations finales. Le groupe présente de manière régulière son avancement à l'ensemble des membres durant les réunions plénières et porte le rapport une fois publié.

JOURNÉES CONTRIBUTIVES

Dans le cadre d'une saisine, une ou plusieurs journées contributives sont organisées. L'objectif est d'ouvrir le travail du Conseil à l'écosystème numérique et aux parties prenantes concernées (entreprises, membres de la société civile, chercheurs, administrations, etc.). Le plus souvent, des ateliers thématiques sont organisés, durant lesquels les participants proposent leur vision d'un diagnostic et élaborent collectivement des pistes d'actions, qui seront ensuite reversées dans le rapport final. Ces temps contributifs constituent des alternatives complémentaires à une méthodologie uniquement basée sur des auditions individuelles. Ils permettent également de mobiliser l'intelligence collective.

ATELIERS DE DESIGN THINKING

Afin de toujours mieux s'appuyer sur l'intelligence collective et d'expérimenter des méthodologies de réflexion innovantes, le secrétariat général du CNNum a été formé à la méthodologie du design thinking. A l'issue d'une première formation, le Secrétariat Général a pu se perfectionner dans ce domaine à travers l'animation des ateliers d'appropriation du référentiel de transformation numérique de l'Université. Très fructueuse, cette première application a mis en lumière l'utilité de cette démarche, qui permet à tous d'être véritablement contributeur de la réflexion collective, et de libérer la parole en dehors des postures habituelles et des discours préétablis.

LISTE DES MEMBRES

Le Conseil national du numérique agit en toute transparence concernant les déclarations d'intérêts de ses membres : elles sont ainsi publiées à la fin de chaque biographie mais aussi dans un tableau récapitulatif lisible par une machine conformément aux bonnes pratiques recommandées en terme de transparence.

PRÉSIDENT

Mounir MAHJoubi, Co-fondateur de la société French Bureau, Co-fondateur de la Ruche Qui Dit Oui (a démissionné le 17 janvier 2017 pour rejoindre l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron à l'occasion de l'élection présidentielle 2017)

VICE-PRÉSIDENTS

Guy MAMOU-MANI, Co-président directeur de Groupe Open,

Sophie PÈNE, Professeur à l'Université Paris Descartes,

Amal TALEB, Juriste et directrice adjointe en charge des relations publiques à SAP France

Godefroy BEAUVALLET, Directeur de l'Innovation, Institut Mines-Télécom (a démissionné le 4 janvier 2017 suite à sa nomination en qualité de directeur de cabinet du secrétaire d'Etat en charge de l'Industrie).

MEMBRES DE LA FORMATION PLÉNIÈRE

Vivek BADRINATH, Regional CEO for Africa, Middle East and Asia-Pacific (AMAP), Vodafone,

Rania BELKAHIA, Co-fondatrice d'Afrimarket,

Nathalie COLLIN, DGA du Groupe La Poste en charge du Numérique et de la Communication,

Jacques CREMER, Professeur d'économie à la Toulouse School of Economics,

Gaël DUVAL, Fondateur et Président de jechange.fr et de la French Touch Conference,

Marie EKELAND, Fondatrice de Daphni et co-Présidente de France Digitale,

Najette FELLACHE, CEO de Speech.me,

Ghislaine HIERSON, Présidente de l'Association Française des Petits Débrouillards,

Rand HINDI, Fondateur de Snips,

Daniel KAPLAN, Délégué général de la Fondation pour l'Internet Nouvelle Génération (la FING),

Patricia LANGRAND, Vice-présidente Exécutif Business Développement & Marketing de Steria,

Ludovic LE MOAN, CEO de SigFox,

Françoise MERCADAL-DELASALLES, Directrice des ressources et de l'innovation, Groupe Société Générale

Bertin NAHUM, PDG et Fondateur de Medtech,

Jean-Marc PATOUILLAUD, Managing Partner de Partech,
Antoine PETIT, PDG d'Inria, Professeur d'informatique à l'ENS Cachan,
Yves POILANE, Directeur de Télécom ParisTech,
Emmanuelle ROUX, Co-fondatrice du FacLab de l'Université de Cergy-Pontoise, prospectiviste, conférencière et Directrice-associée de Sc21,
Emmanuelle SAUDEAU-TURLOTTE, Chief Digital Officer de la SNCF,
Marc TESSIER, Administrateur de VidéoFutur et Président du Forum des Images,
Benoît THIEULIN, Fondateur et Directeur de l'agence d'innovation numérique La Netscouade, Président de l'École de communication de Science-po,
Véronique TORNER, Co-fondatrice et coprésidente d'Alter Way,
Roxanne VARZA, Directrice de la Halle Freyssinet,
Carole ZISA-GARAT, CEO de Telegrafik,
Célia ZOLYNSKI, Professeur de droit à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

MEMBRES DE LA FORMATION ÉLARGIE

Bruno RETAILLEAU, Sénateur de la Vendée,
Pierre CAMANI, Sénateur de Lot-et-Garonne et Président du Conseil départemental de Lot-et-Garonne,
Laure DE LA RAUDIÈRE, Députée d'Eure-et-Loir,
Christian PAUL, Député de la Nièvre.
John BILLARD, Maire rural – Président de l'Association Maires Ruraux d'Eure-et-Loir,
Claudy LEBRETON, Président du conseil général des Côtes d'Armor de 1997 à 2015,
Pascale LUCIANI-BOYER, Éluée locale de Saint-Maur-des-Fossés,
Henri NAYROU, Président du Conseil Départemental de l'Ariège,
Akim OURAL, Adjoint au Maire de Lille.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL (2016)

Yann BONNET, Secrétaire général,
Romain DELASSUS, Rapporteur général,
Charly BERTHET, Rapporteur,
Rosemarie CESAIRE, Responsable Communication,
Anne-Charlotte CORNUT, Rapporteur,
Camille HARTMANN, Rapporteur,
Judith HERZOG-BUFALO, Rapporteur,
Jan KREWER, Rapporteur,
Marylou LE ROY, Rapporteur,
François LEVIN, Rapporteur,
Ruben NARZUL, Rapporteur,
Lofred MADZOU, Rapporteur.

LIENS ET RESSOURCES UTILES

Site web : www.cnnumerique.fr

Agenda : openagenda.com/agendanumerique

Compte Flickr (images) : www.flickr.com/photos/cnnum/

Compte Facebook : www.facebook.com/cnnumerique.fr

Compte Twitter : twitter.com/CNNum

Compte Dailymotion : www.dailymotion.com/cnnumeriquefr

Compte LinkedIn (groupe) : www.linkedin.com/groups/4817883/profile

Compte LinkedIn (page entreprise) : www.linkedin.com/company/8716743

56

PUBLICATIONS

Avis du CNNum sur le fichier des titres électroniques sécurisés (décembre 2016) :

<http://cnnumerique.fr/fichier-tes-avis/>

Avis du CNNum sur la transformation numérique des PME : Croissance connectée – Les PME contre-attaquent (juillet 2016 et janvier 2017) :

<http://cnnumerique.fr/pme/>

Avis du CNNum sur l'Université numérique : du temps des explorateurs à la transformation (mai 2016 et décembre 2016) :

<http://cnnumerique.fr/groupe-de-travail-sur-la-saisine-enseignement-superieur-et-recherche/>

Rapport "Travail, emploi, numérique : les nouvelles trajectoires" (janvier 2016)

<http://www.cnnumerique.fr/travail/>

Avis relatif au projet de loi pour une République numérique (novembre 2015)

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2015/10/Avis-du-CNNum-sur-le-projet-de-loi-numerique_VF.pdf

Appel à engagement pour la convergence entre les transitions écologique et numérique (novembre 2015)

<http://www.cnnumerique.fr/transitions2/>

Innovation et transformation numérique en Europe - Plan d'action franco-allemand : Agir pour l'Innovation - avec le Beirat Junge Digitale Wirtschaft (octobre 2015)

http://www.cnnumerique.fr/wp-content/uploads/2015/10/BJDW_CNNum_ActionPlan_Final_VF.pdf

Rapport sur la santé, bien commun de la société numérique (octobre 2015)

<http://www.cnumerique.fr/le-cnum-presente-son-rapport-sur-la-sante-bien-commun-de-la-societe-numerique/>

Rapport Ambition numérique : pour une politique française et européenne de la transition numérique (juin 2015)

<http://www.cnumerique.fr/presentation-enjeux-rapport/>

Communiqué de presse sur le projet de loi renseignement (mars 2015)

<http://www.cnumerique.fr/renseignement/>

Rapport Jules Ferry 3.0 : bâtir une école créative et juste dans un monde numérique (octobre 2014)

<http://www.cnumerique.fr/education>

Avis sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme (juillet 2014)

<http://www.cnumerique.fr/terrorisme/>

Rapport sur la neutralité des plateformes : réunir les conditions d'un environnement numérique ouvert et soutenable (juin 2014)

<http://www.cnumerique.fr/plateformes/>

Avis sur le volet numérique du projet de partenariat transatlantique (mai 2014)

<http://www.cnumerique.fr/ttip>

Avis sur les libertés numériques (décembre 2013)

<http://www.cnumerique.fr/libertes-numeriques/>

Avis sur les contenus et comportements illicites en ligne (décembre 2013)

<http://www.cnumerique.fr/contenus-illicites/>

Avis sur la proposition de loi renforçant la lutte contre le système prostitutionnel (novembre 2013)

<http://www.cnumerique.fr/avis-prostitution/>

Rapport "Citoyens d'une société numérique : accès, littératie, médiations, pouvoir d'agir : pour une nouvelle politique d'inclusion" (novembre 2013)

<http://www.cnumerique.fr/inclusion/>

Rapport sur la fiscalité à l'heure du numérique (septembre 2013)

<http://www.cnumerique.fr/fiscalite/>

Avis sur l'enseignement de l'informatique (juin 2013)

<http://www.cnumerique.fr/enseignementinformatique/>

Avis sur la Net Neutralité (mars 2013)

<http://www.cnumerique.fr/neutralite>

Retrouvez les précédents travaux du Conseil sur son site internet : www.cnumerique.fr

***RÉUNIONS,
RENDEZ-VOUS
& INTERVENTIONS***

Année	Mois	Jour	Objet	Chantier	Type	Qui ?
2016	2	2	Nomination de Mounir Mahjoubi à la présidence du CNNum			
2016	2	2	Point bi-mensuel avec le cabinet Secrétaire d'Etat au numérique			Yann Bonnet
2016	2	10	Santé - Présentation du rapport Santé à l'Institut Droit et Santé		Événement	Somalina Pa, Camille Hartmann, François Levin, Charly Berthet
2016	2	15	Séminaire "Twist ESR" sur la transformation de l'enseignement supérieur et de la recherche	Saisine ESR	Événement	Sophie Pène, Camille Hartmann, Mathilde Bras, Jan Krewer, Yann Bonnet, Mounir Mahjoubi
2016	2	17	Rencontre avec Martine Pinville, secrétaire d'Etat chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Economie sociale et solidaire	Saisine PME	Événement	Mounir Mahjoubi, Yann Bonnet, Jan Krewer
2016	2	19	Intervention sur les opportunités économiques de la transition numérique et les risques, à Bercy (ministère)		Événement	Godefroy Beauvallet
2016	2	24	Rendez-vous avec Alexis Kohler, Directeur du cabinet d'Emmanuel Macron			Mounir Mahjoubi et Yann Bonnet
2016	2	26	Première réunion plénière des membres (puis chaque mois)			
2016	3	2	Rendez-vous avec Matthias Fekl, secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur, de la Promotion du tourisme et des Français de l'étranger	Saisine PME		Mounir Mahjoubi, Yann Bonnet et Jan Krewer
2016	3	7	Audition sur le projet de loi pour une République numérique au Sénat	République numérique	Événement	Mounir Mahjoubi, Yann Bonnet et Charly Berthet
2016	3	8	Réunion de bureau avec le Président et les VP (puis chaque semaine, le jeudi)			
2016	3	9	Entretien avec Pascal Faure, Directeur général de la Direction Générale des Entreprises (DGE)	Saisine PME		Mounir Mahjoubi et Yann Bonnet
2016	3	14	Rendez-vous avec Axelle Lemaire			Mounir Mahjoubi et Judith Herzog
2016	3	16	Rencontre avec le Président de la République			Amal Taleb, Mounir Mahjoubi, Guy Mamou-Mani, Benoit Thieulin, Sophie Pène
2016	3	16	Table-ronde lors des états généraux du numérique sur "La révolution numérique va-t-elle nous ubériser"		Événement	Sophie Pène
2016	3	17	Strasbourg - Hacking Health Camp : intervention en visioconférence		Événement	Benoit Thieulin
2016	3	18	OCDE : intervention sur l'économie numérique		Événement	Mounir Mahjoubi
2016	3	19	Big data et emploi, enjeux pour l'enseignement public et la recherche, Université Technologique de Compiègne		Événement	Sophie Pène
2016	3	22	Audition sur le projet de loi pour une République numérique par la Commission de la Culture du Sénat			

2016	3	23	Cérémonie de passation du Conseil en présence d'Axelle Lemaire, secrétaire d'État chargée du Numérique et de l'Innovation et Emmanuel Macron, ministre de l'Economie et des Finances		Evénement	
2016	3	23	Rendez-vous avec le cabinet du Premier ministre : Maud Bailly et Georges-Etienne Faure			Mounir Majoubi et Yann Bonnet
2016	3	25	"Afterwork parlementaire sur la loi pour une République numérique			
2016	3	27	Intervention lors des Journées nationales de l'innovation Pédagogique dans l'enseignement supérieur, Colloque Travail en transition, MENESR, Responsabilité de l'ESR, réaction, adaptation et anticipation et Conférence RUE Réseau Universités Entreprises EDTECH comment la France va rattraper son retard			Sophie Pène
2016	4	4	Rendez-vous avec le Commissariat Général à l'Investissement (CGI)	Saisine ESR		Sophie Pène, Somalina Pa, Camille Hartmann
2016	4	5	Intervention lors du French German Digital Workshop	Stratégie numérique européenne et couple franco-allemand	Evénement	Mounir Mahjoubi
2016	4	13	Lancement WeTechCare : table ronde sur la place de la médiation numérique		Evénement	Mounir Mahjoubi
2016	4	13	ANSSI : Entretien et visite du centre Cyber Défense (COSSI)		Chiffrement	Mounir Mahjoubi, Yann Bonnet et Charly Berthet
2016	4	22	Rencontre avec le ministère des affaires étrangères et du développement international (MAEDI)		Acteur public	Mounir Mahjoubi
2016	4	22	Entretien avec Tobias Kollman, président du Comité consultatif allemand "Jeunes entreprises du numérique"			Mounir Mahjoubi, Yann Bonnet, Jan Krewer et Judith Herzog
2016	4	26	Bruxelles : rencontre avec l'ambassadeur Pierre Sellal, Ambassadeur de France, Représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne à Bruxelles			Mounir Majoubi et Yann Bonnet
2016	4	26	Rendez-vous avec François Riegert, ministre-conseiller et chef du service économique de Bruxelles			Mounir Majoubi et Yann Bonnet
2016	4	26	Rencontre au Parlement européen avec Andreas Schwab, députée européen			Mounir Majoubi et Yann Bonnet
2016	4	27	Rencontre au Parlement européen avec Jan Philipp Albrecht, député européen			Mounir Majoubi et Yann Bonnet
2016	5	7	Fablab Festival Toulouse			Emmanuelle Roux
2016	5	11	Rendez-vous avec le cabinet du Premier ministre : Maud Bailly et Georges-Etienne Faure	Saisine PME		Mounir Majoubi et Yann Bonnet

2016	5	12	German-French Young Leaders : "Common Digital Future"	Stratégie numérique européenne et couple franco-allemand	Evènement	Mounir Mahjoubi, Amal Taleb et Jan Krewer
2016	5	12	Rencontre avec l'ARCEP			Mounir Mahjoubi et membres SG
2016	5	14	TEDx Toulouse Fermat : Le numérique au service du bien vieillir chez soi		Evènement	Carole Zisa-Garat
2016	5	19	Entretien avec le vice-amiral Coustillièrre à l'état-major des armées	Chiffrement		Mounir Mahjoubi et Charly Berthet
2016	5	25	Intervention dans le cadre du Astana Economic Forum organisé par l'ONU			Yann Bonnet
2016	5	25	Rencontre avec la House of Lords sur les plateformes numériques			Camille Hartmann et Charly Berthet
2016	5	25	Visite du Gouvernement Digital Services à Londres			Camille Hartmann et Charly Berthet
2016	5	26	Remise de la première version du référentiel de transformation numérique de l'ESR à Thierry Mandon	Saisine ESR	Evènement	
2016	5	26	Rendez-vous avec l'Elysée : Adrienne Brottons et Julien Pouget	Saisine PME		Mounir Mahjoubi, Yann Bonnet et Jan Krewer
2016	5	26	Débat France Stratégie "Numérique 2027"		Evènement	Daniel Kaplan
2016	5	26	Intervention au FR/UK Workshop 'Digital Government' à l'ambassade de France à Londres			Camille Hartmann et Charly Berthet
2016	5	31	OECD_IdeaFactory on "Digitalisation of Society "		Evènement	Marie Ekeland
2016	6	10	Rendez-vous avec le cabinet de Matthias Fekl	Saisine PME		
2016	6	14	Rencontre "Tous Numérique" avec Laure de La Raudière, député d'Eure-et-Loir			Mounir Mahjoubi et Yann Bonnet
2016	6	15	Futur en Seine Table ronde, reconfiguration de la Filière Education face à l'émergence de l'edTech		Evènement	Sophie Pène
2016	6	16	Conférence "Open Data" : table ronde sur décryptage		Evènement	Amal Taleb
2016	6	28	Participation à la table ronde « Quels pouvoirs à l'ère du Partage ? » organisée par la CNIL au Comptoir Général pour la présentation publique du 3e Cahier Prospective « Partage ! »		Evènement	Célia Zolinsky
2016	6	29	G20 Strategy & Management Summit - édition Croissance et Innovation		Evènement	Yann Bonnet
2016	6	30	Rendez-vous avec le directeur de l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI)			Mounir Mahjoubi et Yann Bonnet
2016	6	30	Réunion avec le MAEDI : Michal Mesko, John Ritchie et Emmanuelle Mauberna			Yann Bonnet, Judith Herzog et Anne-Charlotte Cornut
2016	7	7	Réunion avec Olivier Schrameck, Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)		Acteur public	Mounir Mahjoubi

2016	7	29	Forum franco-allemand sur les politiques numériques avec iRights.Lab		Événement	Amal Taleb, Daniel Kaplan, Mounir Mahjoubi et Jan Krewer
2016	8	30	Réunion avec Jean-Noël Tronc, directeur général de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (Sacem)		Acteur privé	Mounir majoubi et Yann Bonnet
2016	9	2	Annonce du lancement de l'appel à projet "Développement d'universités numériques expérimentales" (DUNE)	Saisine ESR	Événement	
2016	9	6	Audition avec Jacques-Bernard Magnier, sénateur du Puy-de-Dôme, sur le projet de loi "Egalité et citoyenneté"		Acteur public	Mounir Mahjoubi et SG
2016	9	10	Internet Science Conference Workshop Accepted		Événement	Daniel Kaplan
2016	9	10	Fête de l'Huma : Débat sur des nouveaux métiers pour vaincre le chômage		Événement	Mounir Mahjoubi
2016	9	11	Fête de l'Humanité, Révolution numérique, Quels bouleversement dans la santé		Événement	Sophie Pène
2016	9	12	Conférence Internet Science (Florence)		Événement	Daniel Kaplan
2016	9	13	Rendez-vous avec Michel Sapin, ministre de l'Economie et des Finances, et Axelle Lemaire	Saisine PME	Acteur public	Mounir Mahjoubi, Yann Bonnet et Jan Krewer
2016	9	19	Réunion avec Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de Commission national informatique et libertés (CNIL)		Acteur public	Mounir Mahjoubi et Yann Bonnet
2016	9	20	Rendez-vous avec le cabinet du Premier ministre : Maud Bailly et Georges-Etienne Faure		Acteur public	Mounir Mahjoubi et Yann Bonnet
2016	9	21	Entretien avec Matthias Fekl	Saisine PME	Acteur public	Mounir Mahjoubi, Yann Bonnet, Jan Krewer et François Levin
2016	9	22	Audition devant les membres de la Commission supérieure du numérique et des postes (CNSP)		Acteur public	Mounir Mahjoubi et Yann Bonnet
2016	9	22	Rendez-vous à l'Elysée : Adrienne BROTONS, conseillère économie et numérique		Acteur public	Mounir Mahjoubi et Yann Bonnet
2016	9	26	Journée contributive PME #CroissanceConnectée	Saisine PME	Événement	
2016	9	28	Intervention lors de l'Assemblée numérique 2016, à Bratislava			Yann Bonnet et Judith Herzog
2016	9	29	Table ronde lors du France Digitale Day 2016 sur "Future of Education"		Événement	Sophie Pène
2016	10	4	Forum parlementaire de la Blockchain : intervention à 12H15		Événement	Amal Taleb
2016	10	4	Entretien avec Luc Belot, député de Maine-et-Loire et secrétaire national au Numérique du Parti socialiste		Acteur public	Mounir Mahjoubi
2016	10	6	Atelier #designESR avec la DGESIP (Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	Saisine ESR	Événement	Sophie Pène et SG

2016	10	6	Collège des Bernardins, Apprendre et enseigner à l'ère numérique			Sophie Pène
2016	10	6	Conférence « Quel contrôle pour la mise en œuvre des bonnes pratiques ? Le rôle des agences de notation », dans le cadre du colloque « Bonnes pratiques et économie collaborative » organisée par l'équipe Demogue à l'Université Lille 2			Célia Zolinsky
2016	10	7	Intervention sur Réglementation, obligations, protection des données par rapport au Règlement Général de Protection des Données		Événement	Amal Taleb
2016	10	12	Rendez-vous avec le cabinet de Günther Oettinger, commissaire européen à l'économie numérique, avec Tobias Kollmann, président du Comité consultatif allemand "Jeunes entreprises du numérique"		Acteur public	Romain Delassus et Judith Herzog
2016	10	13	Réunion avec Seybah Dagoma, députée de Paris et présidente de Business France			Mounir Mahjoubi
2016	10	13	UNESCO : Table ronde sur les « Instances nationales de réflexion et de proposition sur le numérique, pour la métamorphose numérique de l'université »		Événement	Sophie Pène
2016	10	13	Intervention à la conférence de la MiPNES sur "Les instances nationales de réflexion et de proposition sur le numérique, pour la métamorphose numérique de l'université"		Événement	Sophie Pène
2016	10	14	LIBDAY, Marseille : intervention à la conférence d'ouverture sur le thème "Le logiciel libre comme outil de défense des droits des utilisateurs "		Événement	Yann Bonnet
2016	10	14	Atelier #designESR avec la Conférence des directeurs d'écoles françaises d'ingénieurs	Saisine ESR	Événement	
2016	10	17	Table ronde lors du colloque à SciencesPo. : "la pédagogie hors les murs : organiser des savoirs sur le web et sur le terrain"		Événement	Sophie Pène
2016	10	19	Table-ronde Design ESR avec la CGE	saisine ESR		Yves Poilane, Sophie Pène, Ruben Narzul
2016	10	20	Atelier #designESR sur la fonction de Chief Digital Officer avec l'association des VP-Num	Saisine ESR	Événement	
2016	10	21	Rendez-vous avec Francis Delon, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) sur les questions de chiffrement des données		Acteur public	Mounir Mahjoubi et Charly Berthet
2016	10	25	Rendez-vous avec le cabinet du Premier ministre : Maud Bailly et Georges-Etienne Faure	Saisine PME		Mounir Mahjoubi et Yann Bonnet

2016	10	28	Conférence « Numérique et droit de l'homme : vers la consécration de nouvelles normativités ? » dans le cadre du colloque « Humanisme numérique : valeurs et modèles pour demain » organisé par le réseau des Chaires UNESCO en communication (ORBICOM)		Evénement	Célia Zolinsky
2016	11	2	Rendez-vous avec le cabinet de Martine Pinville : Arnaud Boyer, conseiller PME et TPE	Saisine PME		Mounir Mahjoubi et Yann Bonnet
2016	11	4	Auto-saisine des membres sur le fichier des Titres électroniques sécurisés lors de la réunion plénière	Fichier TES		
2016	11	7	Atelier #designESR avec des représentants du tiers-secteur	Saisine ESR	Evénement	Sophie Pène, Ghislaine Hierso et SG
2016	11	7	Intervention sur "Les TPE ont-elles l'ère numérique ?" dans le cadre du FCGA à Lille et "la France et le numérique : état des lieux et propositions"			Emmanuelle Roux et Mounir Mahjoubi
2016	11	8	Experts comptables : Manifestation sur l'économie numérique	saisine PME	Evénement	Mounir Mahjoubi
2016	11	9	Lancement de la plateforme de concertation sur le fichier TES	Fichier TES		
2016	11	9	Réunion avec Guillaume Poupard, directeur général de l'ANSSI	Fichier TES	Acteur public	Mounir Mahjoubi et Yann Bonnet
2016	11	9	Rendez-vous à l'Elysee avec Vincent Feltesse, conseiller de François Hollande en charge des relations avec les élus et les formations politiques	Fichier TES	Acteur public	Mounir Mahjoubi
2016	11	15	Audition à la Commission des lois sur le fichier TES	Fichier TES	Acteur public	Mounir Mahjoubi, Yann Bonnet et Charly Berthet
2016	11	16	Atelier #designESR avec des représentants de l'EdTech	Saisine ESR	Evénement	
2016	11	16	Convention ATN+ : Intervention CN-NUM sur PME	Saisine PME	Evénement	Amal Taleb
2016	11	16	Colloque CPU "Comment apprend-on ?"		Evénement	Sophie Pène
2016	11	17	36h Chrono		Evénement	Bertin Nahum
2016	11	18	Rendez-vous avec Jean-Luc Nevache, directeur du cabinet de Bernard Cazeneuve	Fichier TES		Mounir Mahjoubi, Yann Bonnet et Charly Berthet
2016	11	21	Colloque à l'assemblée nationale consacré au chiffrement dans le cadre de la défense des libertés	Chiffrement	Evénement	Yann Bonnet
2016	11	21	Conférence « La loi pour une République numérique : de nouvelles voies pour une mise en pouvoir de l'individu ? » lors du colloque organisé par le CERSA et la Chaire MADP à l'Université Panthéon-Assas		Evénement	Célia Zolinsky
2016	11	22	Atelier #designESR avec les enseignants-chercheurs et l'Association des bibliothécaires universitaires	Saisine ESR	Evènement	

2016	11	22	Audition au Conseil d'Etat sur la "puissance publique et uberisation de la société"			Yann Bonnet et Jan Krewer
2016	11	23	Contribution écrite du CNNum sur le thème du délit d'entrave à l'IVG - Sénat			
2016	11	28	Réunion avec la Direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC) et l'ANSSI	Fichier TES		SG
2016	11	30	Séminaire numérique de la CPU	Saisine ESR		Françoise Mercadal Delasalles et Emmanuelle Roux
2016	12	5	Atelier #designESR avec la Conférence des grandes écoles	Saisine ESR	Événement	
2016	12	6	Premier atelier partenaire #designESR organisé par l'Association des bibliothécaires universitaires	Saisine ESR	Événement	
2016	12	8	Atelier #designESR avec la Conférence des présidents d'université	Saisine ESR	Événement	
2016	12	8	Réunion avec Jean-Luc Nevache, directeur de cabinet de Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur	Fichier TES		Mounir Mahjoubi et SG
2016	12	9	Conférence « Numérique + empowerment », conférence présentée à l'Université de Montréal pour la Chaire L.R. Wilson		Événement	Célia Zolinsky
2016	12	12	Publication de l'avis sur le fichier TES	Fichier TES		
2016	12	13	CryptoParty à l'ambassade de France à Berlin, en partenariat avec iRights. Lab et le BJDW			Mounir Majoubi, Amal Taleb et SG
2016	12	13	Conférence franco-allemande sur le numérique à Berlin			Mounir Mahjoubi, Marie Ekeland, Amal Taleb et Emmanuelle Turlotte
2016	12	14	Évènement de remise du référentiel enrichi de transformation numérique de l'ESR, du kit d'atelier "do it yourself" et annonce des lauréats de l'appel à projet DUNE	Saisine ESR	Événement	
2016	12	15	MEDEF Lille : Université des entrepreneurs	Saisine PME	Événement	Guy Mamou-Mani
2016	12	15	Conférence de Presse sur les modalités de régulation des algorithmes		Événement	Mounir Mahjoubi
2016	12	16	Rendez-vous avec Thierry Aulagnon, directeur de cabinet de Michel Sapin	Saisine PME		Mounir Mahjoubi, Yann Bonnet et Jan Krewer
2016	12	16	Rdv avec François Molins, Procureur de la République	Fichier TES		Mounir Mahjoubi, Yann Bonnet et Charly Berthet

Retrouvez l'ensemble des rendez-vous, auditions et interventions sur www.cnnumerique.fr/missions/rapport-annuel-2016/

www.cnnumerique.fr

Conseil national du numérique

Bâtiment Atrium
5 place des Vins-de-France
75573 Paris Cedex 12
info@cnnumerique.fr - @CNNum
01 53 44 21 27

CONTACT PRESSE

Yann Bonnet, Secrétaire Général
presse@cnnumerique.fr
01 53 44 21 27

